CONSEIL MUNICIPAL DU 13 FEVRIER 2025

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-cinq le treize février à dix-huit heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Madame Nicole MOREL, maire.

Etaient Présents : Nicole MOREL, Florence VANSEVENANT, Jean GOSSET, Jean-Paul MACHAT, Liliane REDONNET, Emilie BARBE, Lydia HAZARD, Eric JASZINSKI, Dominique THIRARD, Thierry MOREL, Manuella GOURLE, Jean-Dominique DELAITTRE, Pierre LARDANS, Bernard SELLIER, Mélanie GENUER, Bruno BROGNAIS-GEORGET, Nicole DUMONT, Gérard LEGUAY, Franciane THIEBAULT

Absents représentés : Philippe LELONG (pouvoir à Nicole MOREL), Hervé MENTION (pouvoir à Mélanie GENUER), Xavier DRIESBACH (pouvoir à Emilie BARBE), Carole REDONNET (pouvoir à Liliane REDONNET), Patricia BROGNAIS-GEORGET (pouvoir à Bruno BROGNAIS-GEORGET), Karine GOSSART (pouvoir à Dominique THIRARD), Virginie CAPON (pouvoir à Jean-Dominique DELAITTRE)

Absent excusé : Bernard DELABIE,

Madame Liliane REDONNET a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

PERSONNEL COMMUNAL – RENOUELEMENT DU MARCHE D'ASSURANCE STATUTAIRE AU 01/01/2026

Madame le maire informe l'assemblée que le contrat d'assurance couvrant les risques financiers auxquels la commune peut être confrontée en cas d'absence pour maladie, accident de travail et maladie professionnelle des agents de la collectivité arrivera à son terme au 31/12/2025 et que le Centre de Gestion de la Somme propose de négocier un nouveau contrat pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2030. Elle précise que, dans l'hypothèse où les conditions proposées par la compagnie d'assurance retenue ne convenaient pas à la collectivité, cette dernière aurait le choix de ne pas y adhérer.

Il est présenté au conseil municipal un récapitulatif de la sinistralité de la commune sur les 3 dernières années ainsi que le montant des remboursements effectués par la compagnie d'assurance.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de renouveler sa volonté de confier au centre de gestion de la Somme la négociation d'un nouveau contrat d'assurances statutaires, pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2030, qui couvrira tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la C.N.R.A.C.L : décès, accident du travail, maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie, longue durée, temps partiel thérapeutique, maternité – paternité – adoption
- Agents affiliés à l'I.R.C.A.N.T.E.C : accident du travail, maladie professionnelle, maladie ordinaire, grave maladie, maternité – paternité – adoption

PERSONNEL COMMUNAL – RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT SUR DES EMPLOIS PERMANENTS

Le maire informe l'assemblée que la délibération autorisant le maire à recruter des agents contractuels pour remplacer des agents titulaires momentanément indisponibles datant du 9 novembre 2019, les services du contrôle de légalité ont indiqué que cette décision aurait dû être renouvelée à l'occasion de l'installation du nouveau conseil municipal en 2020.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Madame le maire à recruter des agents contractuels pour remplacer, sur des emplois permanents, des fonctionnaires momentanément indisponibles.

PERSONNEL COMMUNAL – INDEMNITES DE CONGES PAYES

Considérant que la jurisprudence européenne et administrative prévoit un principe d'indemnisation de congés annuels non pris lors de la cessation des fonctions d'un agent pour des motifs indépendants de sa volonté, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le versement d'une indemnité de congés annuels non pris lors de la cessation de la relation de travail en raison de la maladie, de motifs tirés de l'intérêt du service ou du décès de l'agent dans la limite de 20 jours par année civile sur une période de report limitée à 15 mois.

ECLAIRAGE PUBLIC – EFFACEMENT RESEAU ELECTRIQUE - 3EME PHASE DE LA RUE DU GENERAL LECLERC

Madame le maire présente à l'assemblée le projet d'effacement du réseau électrique pour la 3^{ème} phase de la rue du Général Leclerc (de la rue Léo Lagrange à la rue Henri Barbusse et l'entrée de de la rue Denis Papin proposé par le Territoire d'Energie de la Somme, dont le coût est estimé à 575.338,44 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le maire à signer la convention à intervenir fixant les conditions de réalisation et de financement des travaux et accepte de verser une participation financière d'un montant de 273.070,57 €, au Territoire d'Energie de la Somme.

ECLAIRAGE PUBLIC – REMPLACEMENT D'UN POINT LUMINEUX RUE ALBERT THOMAS EN RAISON DE SA VETUSTE

Madame le maire présente à l'assemblée le projet proposé par le Territoire d'Energie de la Somme, dont le coût est estimé à 1.192,00 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le maire à signer la convention à intervenir fixant les conditions de réalisation et de financement des travaux et accepte de verser une participation financière d'un montant de 750,00 €, au Territoire d'Energie de la Somme.

ECLAIRAGE PUBLIC – REMPLACEMENT DE 2 CANDELABRES EN RAISON DE LEUR VETUSTE AVENUE DE LA LIBERATION

Madame le maire présente à l'assemblée le projet proposé par le Territoire d'Energie de la Somme, dont le coût est estimé à 5.074,00 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le maire à signer la convention à intervenir fixant les conditions de réalisation et de financement des travaux et accepte de verser une participation financière d'un montant de 3.196,00 €, au Territoire d'Energie de la Somme.

ECLAIRAGE PUBLIC – EXTINCTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC AVENUE DE LA LIBERATION

Sur proposition de Madame le maire, le conseil municipal, à l'unanimité, décide l'extinction de l'éclairage public de l'avenue de la Libération et d'une partie de la rue Papin (face au lycée), de 22 heures à 5 heures.

DEMANDE DE SUBVENTION PRESENTEE PAR LE COLLEGE « LA ROSE DES VENTS »

Madame le maire présente la demande de subvention présentée par le collège « La rose des vents » pour l'organisation d'un échange franco-allemand du 28 mars au 4 avril 2025.

7 élèves de Friville-Escarbotin sont susceptibles d'y participer et le coût restant à la charge de la famille s'élève à 279,00 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de fixer à 35,00 € le montant de l'aide à octroyer aux familles :

TOUR MONTMIGNON

Le 25 juin 2024, le Conseil Municipal avait décidé de suspendre l'appel d'offres pour la démolition de la tour Montmignon dans l'attente du résultat de la campagne de dons lancée par l'association « Démucher ». Cette dernière a enregistré environ 25.000,00 € de promesses de dons, montant bien inférieur à ce qui avait été espéré. De ce fait, il est demandé au Conseil Municipal d'opter entre la démolition de la tour Montmignon (estimation : 100.000,00 €) ou de son curage et sa stabilisation (estimation : 180.000,00 €).

Messieurs Pierre LARDANS et Bruno BROGNAIS-GEORGET estiment que, s'agissant du patrimoine communal, la commune devrait peut-être organiser une consultation citoyenne.

Le conseil municipal, à la majorité par 22 voix pour, 1 voix contre (Jean-Paul MACHAT), 3 abstentions (Manuella GOURLE, Patricia BRIGNAIS-GEORGET, Bruno BROGNAIS-GEORGET) décide la démolition du bâtiment.

QUESTIONS ET COMMUNICATIONS DIVERSES

① Devenir des bâtiments désaffectés des écoles Marcel Pagnol et Charles Perrault

Monsieur Pierre LARDANS informe l'assemblée que les bâtiments avaient été proposés à l'ADAPEI qui gère l'IME d'Abbeville et qu'une visite du site a été organisée avec des cadres de l'association qui semblaient très intéressés. Néanmoins, lors de leur conseil d'administration, les membres de l'ADAPEI ont décidé de ne pas donner suite à

la proposition de la commune en raison de l'importance du budget qu'ils estiment devoir consacrer à l'aménagement des bâtiments.

De ce fait, Madame le maire propose au conseil municipal qui, à la majorité (Madame Mélanie GENUER et Monsieur Hervé MENTION s'abstiennent), décide de proposer les bâtiments à la vente.

A l'interrogation de Monsieur Pierre Lardans, Madame le maire confirme que les équipements restants dans les cours des 2 écoles seront répartis dans les autres groupes scolaires.

② Fermeture de classe à la prochaine rentrée scolaire

A l'interrogation de Madame Mélanie GENUER, Madame le maire indique avoir été informée par les services de l'Education Nationale d'une fermeture de classe à l'école Guillaume Apollinaire qui se justifie par le départ de 2 classes de CM2 et l'arrivée d'une seule classe de CP.

③ Rapport de la commission « Petites villes de demain »

A la demande des membres de la commission « Petites villes de demain », Monsieur Bruno BROGNAIS-GEORGET dresse le compte-rendu de leur réflexion :

- Concernant le bâtiment Bricard

Un investisseur potentiel a visité le site et semble très intéressé pour y aménager un restaurant, voire un cabaret. Il reprendra contact avec les services de la mairie lorsque son étude de faisabilité sera réalisée.

- Concernant le bâtiment CD Industrie

3 possibilités existent : - conserver et réhabiliter le bâtiment – Estimation des travaux : 1.200.000,00 €
- raser le bâtiment et en reconstruire un neuf – Estimation des travaux : 1.000.000,00 €
- garder la structure métallique pour faire une halle couverte – Estimation à venir

- Concernant la friche Chuchu

Suite à l'abandon de la société Âge et Vie de son projet d'aménagement d'une résidence Seniors, une rencontre est prochainement prévue avec le groupe Edouard Denis, promoteur immobilier.

- Concernant le recrutement d'un chargé de mission

Un rendez-vous est prévu avec les communes de Crécy-en-Ponthieu et Rue afin d'étudier la possibilité d'une mutualisation pour le recrutement d'un manager de commerce.

- Concernant le terrain situé rue des soupirs, propriété de la commune

La commune disposant déjà d'un certain nombre de logements à vocation sociale, il serait peut-être judicieux de créer un lotissement communal et de proposer à la vente des terrains de 500 à 600 m² à destination de construction pavillonnaire dans le but de préserver la mixité sociale de la commune.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h35.

Le maire,

La secrétaire,

N. MOREL

L. REDONNET